

Les emplois que le gouvernement offre aux chômeurs m'inspirent de vives inquiétudes. En moyenne, ces emplois vont durer 20 semaines au maximum, tout juste de quoi avoir droit aux prestations d'assurance-chômage. Pour les étudiants, la solution des emplois temporaires est peut-être valable, mais pour un chef de famille qui a plusieurs bouches à nourrir et une hypothèque à payer, cela ne constitue qu'une solution temporaire. Je souhaite tout autant que les chômeurs eux-mêmes qu'ils retrouvent un emploi et ce désir est partagé par tous les députés ici.

Le nombre record de chômeurs pose un grave problème pour la caisse d'assurance-chômage. Le gouvernement en a déjà accru l'énorme déficit en empruntant de l'argent pour pouvoir payer les prestations d'assurance-chômage. Si le taux de chômage ne diminue pas de façon sensible, le gouvernement devra emprunter de plus en plus pour répondre aux besoins toujours croissants. Nous ne pouvons nous permettre de continuer à augmenter le déficit qui a déjà atteint des proportions sans précédent. En réduisant le chômage, on diminuerait le déficit et on mettrait fin à cette tendance qui ne peut qu'entraîner un endettement permanent et la faillite du Canada.

Le ministre a prévu une baisse du déficit de 31.6 milliards cette année à plus de 25 milliards au cours de 1986-1987. Cela n'a vraiment rien d'optimiste. Le Canada ne peut plus se permettre un déficit accumulé qui devrait atteindre plus de 282 milliards d'ici le 31 mars 1987. Là encore, toutes ces prévisions sont basées sur un taux de croissance prévu de 4.5 p. 100.

Ce qui m'inquiète surtout, ce sont les jeunes. Plus de 30 p. 100 d'entre eux seront au chômage cette année, ce qui est désastreux pour l'avenir de notre grande nation. Sans l'énergie et les nouvelles idées de nos jeunes, le Canada n'a aucun avenir. Cette énergie stagnant, cet enthousiasme diminuant et un sentiment de frustration et de colère remplaçant les idées novatrices, l'avenir du Canada s'annonce de plus en plus sombre.

Notre avenir repose sur les épaules des jeunes d'aujourd'hui et ils ont besoin de tous les encouragements que nous pouvons leur offrir. Cependant, les répercussions économiques du chômage chez les jeunes n'ont d'égal que les effets sociaux et psychologiques dévastateurs de cette lutte constante que des centaines de milliers de jeunes doivent mener avant de décider simplement de tout laisser tomber. Nous serons bientôt aux prises avec un groupe important de jeunes qui n'auront plus ni moral, ni volonté, ni ambition, ni expérience. Nous ne pouvons continuer de les laisser subir les conséquences de la piètre situation économique. Nous devrions leur redonner espoir, car c'est d'eux que dépend l'avenir du pays. Ils ont besoin de cette confiance pour réaliser leurs rêves et leurs idéaux et il nous faut leur ouvrir des possibilités, afin qu'ils puissent utiliser leur esprit d'initiative. Il faut faire très attention de ne pas réprimer chez eux leur désir naturel de produire. Eux aussi espéraient que le budget leur redonnerait espoir dans la capacité du gouvernement. Ce dernier a reconnu qu'il y avait là un problème et il a prévu 95 millions de dollars pour le versement de subventions à la rémunération aux employeurs qui acceptent de former des jeunes sur le tas.

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) a dit lui-même que la situation des jeunes allait devenir critique cet automne quand les nouveaux diplômés s'apercevraient

que les possibilités d'emploi sont très rares. Espérons que ce programme contribuera à remédier à cette situation.

Voyons ce que le ministre a prévu dans son budget pour créer immédiatement des emplois. Ces nouveaux projets spéciaux de relance qu'on nous a annoncés avant même d'avoir le temps d'imprimer les avis sont en principe extrêmement prioritaires et urgents. Néanmoins, les premiers de ces projets ne seront pas entrepris avant l'automne prochain, soit dans six mois. Voilà ce que propose le ministre pour remédier à la situation critique dans laquelle se trouvent 2 millions de Canadiens. La plupart d'entre eux n'ont pas les moyens d'attendre jusqu'à l'automne pour trouver un emploi.

● (1700)

Dans son discours, le ministre des Finances s'est dit prêt à accorder des stimulants au secteur privé pour l'aider à accroître sa productivité et à créer des emplois à long terme. C'est seulement en redonnant confiance aux consommateurs et aux investisseurs que nous pourrions favoriser la reprise économique. Heureusement, le ministre des Finances a suivi les conseils des nombreux économistes et députés de l'opposition qui n'ont cessé de répéter que le secteur privé serait le moteur de la relance économique. Le ministre des Finances est enfin prêt à faire confiance au secteur privé.

Néanmoins, les stimulants qu'il accorde à la petite entreprise sont loin d'être suffisants pour favoriser la reprise. Il a malheureusement oublié que la plupart des petites entreprises sont dans une situation financière désespérée. Celles qui sont déjà au bord de la faillite ne peuvent pas dépenser de l'argent qu'elles n'ont pas pour se rééquiper et obtenir ainsi un crédit d'impôt. C'est un budget qui vous donne d'une main et vous le reprend de l'autre. D'une part, il prévoit des stimulants pour soutenir le secteur du logement et créer des emplois, et nous commençons à en constater les effets car l'immobilier a amorcé une bonne reprise. D'autre part, le ministre des Finances va augmenter de 1 p. 100 le coût des matériaux de construction.

Nous recevons également un stimulant indirect grâce au Régime enregistré d'épargne-logement, où l'on peut puiser des fonds pour acheter des articles pour la maison sans être assujéti à l'impôt sur le revenu, ce qui stimule l'achat de produits et de services. L'an prochain toutefois, ce stimulant sera limité par l'augmentation de 1 p. 100 de la taxe de vente fédérale.

Nous savons tous que le gouvernement a désespérément besoin de recettes pour faire face à ses dépenses, mais j'ai des doutes quant à sa façon de procéder pour les obtenir.

La meilleure façon d'accroître les recettes gouvernementales, c'est de redonner du travail aux Canadiens, de les faire contribuer aux caisses du Trésor public et de stimuler la consommation de biens et de services en augmentant leur pouvoir d'achat. Bien entendu, le moyen d'atteindre ce but est des plus complexe mais il reste bien des secteurs à explorer en vue d'y parvenir. Comme mon collègue le député de Grey-Simcoe (M. Mitges) l'a signalé si justement un peu plus tôt, le tourisme a été malheureusement négligé et seulement 100 millions de dollars de plus ont été alloués à la Société du crédit agricole en vue de financer des agriculteurs déjà endettés.